

remarqué, qu'en ce qui concerne la distribution de lait aux enfants d'âge scolaire, il faut un programme d'information. Que les enfants boivent des eaux gazeuses parce que cela coûte moins cher ou qu'ils en boivent parce que leurs parents ignorent la valeur nutritive du lait, n'importe; la question est qu'il nous faut, parallèlement à ce programme, un programme d'information.

M. Peters: Je suis très heureux que le débat soit enfin passé de l'agriculture de l'Ouest à celle de l'Est. Tant que nous avons parlé de l'agriculture des Prairies, je n'avais rien à redire. Les députés semblaient vouloir poursuivre le débat et je les comprends bien. C'eût été plutôt maladroit d'aller parler tout d'un coup de l'agriculture de l'Est alors qu'il était question de l'agriculture de l'Ouest. Cependant, nous semblons nous être déplacés vers l'Est pour le moment.

Il est un secteur de l'industrie agricole qui n'a pas joui de l'appui, de l'intérêt ou de l'enthousiasme que l'on a manifestés à l'égard de l'agriculture des Prairies. Un jour, j'ai invité un homme de l'Ouest à prendre la parole à une réunion. Lorsqu'il est arrivé, je lui ai demandé quelle était son occupation. Il m'a répondu qu'il était instituteur. Je lui ai demandé s'il connaissait quelque chose de la situation agricole et il m'a dit: «Bien sûr, je viens de l'Ouest; je connais donc très bien les problèmes agricoles. Personne ne peut se faire élire dans l'Ouest s'il ne connaît le sujet à fond.» Il avait peut-être raison, mais il m'arrive de me demander si, dans l'esprit de certains spécialistes en agriculture, surtout de certains cultivateurs, l'agriculture des Prairies n'équivaut pas tout simplement à la culture du blé. Certains d'entre eux semblent croire que pour être spécialiste en matière agricole, tout ce qu'il faut, c'est d'être versé dans la culture du blé. Pour pouvoir en parler avec autorité, je m'empresse d'ajouter qu'il faut avoir maîtrisé une matière fort complexe.

Cependant, monsieur le président, on n'a pas donné à nos autres problèmes l'attention qu'on a accordée à ceux de l'Ouest canadien. Serait-ce que les députés de l'Est représentent des circonscriptions ayant une économie mixte? Dans certains cas, cela veut dire une économie qui n'est pas entièrement rurale, mais qui renferme d'autres éléments. Nous ne sommes donc pas portés à nous borner à un seul problème comme nous le ferions si nous représentions un seul secteur de l'économie. Quand il est question de l'agriculture dans l'Est, il ne faudrait pas oublier que la Fédération des agriculteurs comprend quelque 83 groupes différents de producteurs.

J'ai pris beaucoup d'intérêt ces derniers mois à écouter les discours faisant état de ce

que les différents partis politiques se proposent de faire dans le domaine de l'agriculture. Une remarque faite par le préopinant m'a surtout intéressé. Il parlait fort éloquemment de l'agriculture dans l'Est, ignorant que la Chambre avait été saisie au cours de la dernière session d'une mesure d'autorisation visant à appliquer efficacement la loi provinciale sur les ventes, et que son parti s'y était opposé. Je veux simplement exposer les faits tels qu'ils sont. Il est nouveau député et, par conséquent, il n'est peut-être pas au courant de la chose, mais je demanderais à quelques-uns de ses collègues du parti libéral de l'en informer. Peut-être l'honorable député pourra-t-il ensuite entreprendre ses collègues et faire en sorte que son parti se joigne à ceux d'entre nous qui croient aux lois sur la vente et sont disposés à voter en faveur d'une loi sur la vente quand elle est présentée.

Dernièrement, j'ai pu assister à certaines réunions de cultivateurs, dans ma circonscription, et j'ai été étonné de voir qu'on y a proposé, entre autres, de faire venir un plus grand nombre d'immigrants au Canada. Il faut se garder, j'imagine, de qualifier certaines gens de «conservateurs», mais je crois que les fermiers le sont, à l'égard de tout changement. Ils tiennent à examiner tout ce qu'on se propose de faire et à en discuter à fond mais, la discussion finie, ils savent parfaitement de quoi il retourne.

Je disais donc que j'ai été étonné d'apprendre qu'ils souhaitent voir la population du pays augmenter sensiblement d'ici peu. De fait, à l'une des réunions, on est même allé jusqu'à proposer qu'elle soit doublée dans les dix prochaines années. J'ai demandé si le pays d'origine des immigrants devait entrer en ligne de compte et on m'a répondu que peu importait, pourvu qu'il en vienne. J'ai fait remarquer que, faire venir des gens au pays sans un programme d'immigration bien conçu pouvait créer un problème. On m'a riposté que cela ne changeait rien puisque, à l'heure actuelle, la production de biens se faisait dans une économie non planifiée. Aux yeux de ces personnes, il vaudrait aussi bien que leurs produits aillent à des gens qui finiraient par s'intégrer à l'économie du Canada. J'estime que leur vœu mérite qu'on s'y arrête.

Dans son dernier mémoire soumis au gouvernement, l'union des cultivateurs dit qu'il y a deux facteurs à considérer comme des moyens efficaces d'accroître la demande des produits agricoles, soit l'augmentation de la population et l'augmentation du revenu de la population canadienne. Ce sont deux facteurs qu'il faut étudier sérieusement et j'irai même jusqu'à dire qu'à mon avis, il n'y a pas d'immigration du tout à l'heure actuelle. Je suis bien certain, sans analyser la question en détail, que depuis deux ou trois ans, le